



## Pour en finir avec la violence contre les femmes

Les « 16 journées d'action pour mettre fin à la violence contre les femmes » débutent par la Journée internationale contre la violence à l'égard des femmes (Novembre 25) et se terminent avec la Journée internationale des droits de l'homme (10 Décembre). Les « 16 journées d'action », lancées en 1991 à l'initiative des Nations Unies, servent de plateforme pour appeler à l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes dans le monde entier.

### Un combat de longue date de l'USAID

Éliminer la violence contre les femmes est un objectif de longue date des États-Unis. Le gouvernement américain reconnaît que la participation des femmes dans les domaines politique, économique et social à égalité avec les hommes est un élément essentiel du développement démocratique. C'est pourquoi nier aux femmes le droit d'être protégées contre toute violence revient à couper court tout effort de développement.

L'USAID s'est engagée à confronter la violence basée sur le genre en soutenant les législations qui la combattent. L'un des plus grands obstacles à l'autonomisation des femmes au Bénin est le droit coutumier et la pratique qui nie les femmes et les filles de base des droits de l'homme. Toutefois, le Code de la famille adopté en 2004 a radicalement changé les droits et les responsabilités des hommes et des femmes au Bénin en ce qui concerne le mariage, le divorce, les enfants, la dot, la succession et l'héritage. Le passage du Code a donné à l'USAID, à travers l'Initiative pour les droits de la femme, une opportunité stratégique pour encadrer les efforts d'éducation autour de la nouvelle loi. Depuis 2004, L'USAID ne cesse de mener une intense campagne de sensibilisation du public sur les femmes, les droits juridiques et le Code de la famille dans tout le Bénin.



*Des femmes de Parakou lisent une brochure sur l'héritage et les droits de succession, et autres droits. La brochure est rédigée dans la langue locale, le batonou.*

### Défendre le droit des filles à l'éducation

Les facteurs culturels qui s'opposent à l'éducation des filles sont liés au statut inférieur des femmes dans la société. L'acceptation tacite et explicite de la violence contre les femmes que l'on retrouve dans les lois, les institutions, les familles, les communautés et les médias exprime aussi bien qu'elle conforte l'inégalité entre les sexes qui prévaut au Bénin. Dans certaines communautés, les filles sont mariées à un âge précoce. Les résultats de la recherche et les ateliers de discussion donnent à penser que la violence sexiste et le harcèlement sexuel dans les écoles sont la cause directe de l'échec scolaire, l'abandon des études, les atteintes à la santé physique et psychologique, les grossesses précoces et non désirées, et la transmission des infections sexuellement transmissibles (IST), y compris le VIH/sida.

Pour redresser les problèmes de violence et de discrimination à l'encontre des filles et des femmes au Bénin, l'USAID a engagé des activités visant à

- mobiliser les communautés en faveur de l'éducation des filles,
- fournir des bourses scolaires aux filles et garçons nécessiteux,
- lutter contre la traite des enfants,
- défendre le droit des femmes devant la loi et contre la violence.

### **Communautés en action pour l'éducation des filles (CAEF)**

En partenariat avec World Education, le projet CAEF vise à augmenter le nombre d'inscriptions scolaires et le maintien des filles à l'école primaire dans quatorze communes du nord du Bénin, là où l'écart entre les sexes est plus important, et où le nombre de filles qui terminent le cycle primaire est le plus bas. CAEF a commencé en février 2008 et se poursuivra jusqu'en avril 2012. Le projet œuvre à

- améliorer les capacités de l'école primaire, et des associations de mères et parents d'élèves à soutenir l'éducation des filles,
- sensibiliser l'opinion sur l'importance de l'éducation des filles, et
- accroître le taux de scolarisation des jeunes filles et leur suivi,
- accroître la participation communautaire à la gestion transparente des écoles primaires.

### **La bourse des ambassadeurs des Etats-Unis en faveur de l'éducation des filles**

Dans 40 écoles des dix districts scolaires du Bénin, des enseignants, des femmes actives, et autres membres de la communauté encadrent les boursières et leur prodiguent conseils et soutien dans les domaines de la scolarité, de la vie quotidienne, et du VIH / sida. À ce jour, 4,600 jeunes filles ont bénéficié de bourses. World Education, et deux ONG partenaires béninois, le Groupe d'action pour la justice et l'égalité sociale et l'Association pour la protection de l'enfance malheureuse, viennent en aide aux jeunes filles les plus démunies que les communautés ont identifiées. Nombre de boursières sont des victimes de la traite des enfants, et des malentendantes. Dans le cadre de l'Initiative présidentielle pour l'éducation en Afrique, le programme de bourses d'études des Ambassadeurs des Etats-Unis en faveur de l'éducation des filles a commencé au Bénin en 2004 pour aider les filles les plus pauvres, et, depuis 2007, les garçons, à aller à l'école primaire.

### **Approche intégrée de la lutte contre la traite des enfants (IACT)**

Le projet IACT a élaboré un code de conduite des transporteurs fondé sur la loi contre la traite des enfants. Le code de conduite a été traduit en deux langues locales, et 1000 exemplaires ont été distribués dans les dix districts du nord du Bénin. La majorité des transporteurs dans les zones de projet ont souscrit au code, s'engageant à jouer leur rôle dans la lutte contre la traite des enfants au Bénin. Des campagnes de sensibilisation et débats en cours portent sur les droits des enfants, les conséquences négatives du travail des enfants et l'exploitation des enfants, la responsabilité parentale, et l'importance de l'éducation pour les enfants, les filles en particulier. En partenariat avec l'UNICEF, l'USAID lutte contre la traite des enfants au Bénin. Ce projet de \$1,2 millions a débuté en Octobre 2005 et est prolongé jusqu'à Décembre 2009. L'objectif global de la IACT est d'aider le Gouvernement du Bénin dans ses efforts pour lutter contre la traite des enfants avec une approche intégrée.

### **L'Initiative présidentielle pour la justice rendue aux femmes et leur émancipation**

L'Initiative (Women's Justice and Empowerment Initiative - WJEI), soutient les efforts pour promouvoir la justice à l'égard des femmes et leur autonomisation dans quatre pays d'Afrique: Bénin, Kenya, Afrique du Sud, Zambie. Au Bénin, WJEI est mis en œuvre par Care International à travers le projet EMPOWER pour réduire les violences basées sur le genre dans les soixante dix sept communes du Bénin. Le budget du projet s'élève à \$5,5 millions, soit environ 2,6 milliards de FCFA. EMPOWER, vise à sensibiliser les populations sur la violence subie par les femmes, d'apporter un soutien aux victimes pour qu'elles se prennent en charge et se réintègrent dans de bonnes conditions dans la société. Les activités du projet seront étroitement coordonnées avec le Département de la justice américain qui met en œuvre le volet de l'Initiative pour renforcer les capacités judiciaires du pays à traiter les cas de violence infligée aux femmes.